

Figure 3
**Proposal to improve rapidly the food
 supplying system of Voronej (Russia)**

Elaboré par J.-F. Soufflet, 1994.

In *Economies et Sociétés*, Série Développement agro-alimentaire,
 A.G. n° 22, 3-4/1995, p. 187-200 Padilla M. (éd.), Docco-Lesur H. (éd.)
 mais-arrêlé
 la sécurité alimentaire
 à court et à long terme

**Vulnérabilité alimentaire dans l'espace
 et dans le temps.**

**Les stratégies des acteurs ruraux
 et les politiques nationales :
 exemples pris en Haïti, en Inde (état du Karnataka)
 et en Thaïlande (Nord-Est)**

Doryane Kermel-Torrès, Pierre-Jean Roca
 UMR CNRS/ORSTOM – Talence

L'article analyse la capacité des acteurs à répondre spontanément à des situations où le risque alimentaire est majeur. Trois pays, que bien des indicateurs macro-économiques séparent mais que leur fort taux de population rurale rapproche, ont été étudiés : Haïti, Inde du Sud, Thaïlande. Deux systèmes par pays ont été choisis, un en agriculture pluviale, l'autre en irriguée. La période de vulnérabilité alimentaire est révélatrice des atouts et des contraintes des différentes catégories de ruraux. Les caractères de durée et de niveau des risques encourus contribuent à bâtir une typologie des stratégies.

This article analyses the capacity to react to food insecurity. Three countries with different macro-economic data but a common high rate of rural population are studied : Haiti, South India, Thailand. In each country two systems have been chosen : one concerning pluvial agriculture, the other concerning irrigated agriculture. The food vulnerability period is showing the advantages and constraints of the different rural categories. It is contributing to develop a typology of strategies.

INTRODUCTION

Les résultats méthodologiques du programme de recherche que nous présentons ici sont le fruit d'un travail fondé sur les hypothèses tenant à la

400



Fonds Documentaire ORSTOM
 Cote : B* 12439 Ex : 1

sécurité alimentaire. Celle-ci a été appréhendée sous un double angle : la disponibilité en ressources alimentaires et l'accès économique et social à ces biens. L'influence des politiques alimentaires nationales¹ dans les systèmes ruraux, sur ces facteurs de sécurité alimentaire, a été au cœur de la comparaison. Une telle démarche permet d'ouvrir la recherche sur les risques et sur les stratégies à des champs autres que l'agriculture, et de tirer parti des dynamiques qui œuvrent à différentes échelles. Nous retiendrons ici que les terrains d'étude ont été choisis dans trois pays : Haïti, Inde (Karnataka) et Thaïlande (Nord-Est), très différents de par leurs tailles et leurs ressources, mais que rapproche leur fort taux de population rurale. Dans chaque pays deux systèmes, un en agriculture à dominante pluviale, l'autre à dominante irriguée, ont été choisis. On pourrait légitimement penser vis-à-vis de l'objectif de sécurité alimentaire que les ruraux de «l'irrigué» ont moins de risques à affronter que ceux du «pluvial». On pense bien évidemment à la régularité de la disponibilité des produits alimentaires et à l'étalement des opportunités de travail agricole qu'autorise l'irrigation. Cette vue est néanmoins superficielle car, dans les deux types de systèmes, d'une part les risques ne sont pas de même nature et d'autre part les stratégies des gens pour y faire face sont plus diversifiées qu'on ne le croit généralement. Le renforcement de la sécurité alimentaire passe donc par l'analyse des risques et des stratégies, en vue d'augmenter la capacité de réponse des acteurs confrontés à des situations dans lesquelles ils sont, du point de vue alimentaire, les plus vulnérables.

I. – DES SYSTÈMES, PAS DES ISOLATS

L'agriculture est, sur les six terrains d'étude, l'activité de production la plus visible. Les producteurs qui en vivent subissent les variations des conditions naturelles, celles des prix du marché (en entrées – outils, intrants, prix des produits alimentaires et en sorties – vente des récoltes), l'influence des politiques agricoles et des projets de développement, etc. Plus loin encore, les enquêtes ont confirmé que, pour importante qu'elle soit, l'agriculture locale ne constituait pas la seule activité des ruraux : sur place, le travail non agricole ou non directement agricole fait partie de l'offre potentielle venant soit du secteur privé (artisanat, commerce, transport), soit du secteur public (en particulier chantiers). Au-delà des

¹ Rappelons qu'une non-politique, comme c'est le cas en Haïti, est aussi, dans la mesure où d'autres acteurs et institutions prennent la place de l'Etat défaillant, une forme de politique.

limites des aires étudiées, les ruraux saisissent les opportunités d'aller chercher du travail ailleurs (migrations pendulaires ou à longue distance). Le marché et l'activité des autres secteurs économiques, jusqu'aux échelles nationales et internationales, apparaissent comme des facteurs déterminants pour comprendre le contexte. Dans le même ordre d'idées, sont prises des décisions administratives, économiques et sociales, toutes ayant peu ou prou à voir avec la sphère du politique, qui influencent très directement les conditions de vie des ruraux. En somme, nos systèmes sont largement ouverts sur l'extérieur et on ne peut guère comprendre ce qui s'y passe, à l'intérieur, au niveau rural, si on n'envisage pas d'analyser les impulsions, les signaux et les transferts en provenance des autres niveaux scalaires. Ruraux², les systèmes étudiés le sont bel et bien, à condition que cette ruralité ne soit pas connotée d'isolationnisme géographique ou sectoriel.

En Haïti, les deux systèmes ruraux étudiés sont situés dans la vallée du fleuve Artibonite, à la pointe orientale du «triangle du riz». Les terres basses (système irrigué) où l'on trouve les aménagements hydrauliques jouxtent les pentes des collines (système pluvial), liées à l'axe montagneux des Matheux. Le calendrier de cultures du système rural irrigué montre la diversité des possibilités mais il faut relativiser cette apparence (figure 1). Deux cultures de riz successives ne peuvent se pratiquer qu'en amont du système d'irrigation (près de la prise sur berge) ou dans les anciens méandres du fleuve (*tè lagon*); les associations riz + patate douce et riz + maïs sont moins pratiquées que riz + haricot et maïs + sorgho + pois d'angole qui sont à la base du commerce et de l'alimentation des ruraux de ce système. En système pluvial, l'association maïs + sorgho + pois d'angole pratiquée sur des terres pentues et peu fertiles ne mobilise que peu les paysans. On est là dans une agriculture très pauvre qui ne peut guère se suffire à elle-même.

Le contexte général explique pour beaucoup le fonctionnement de ces systèmes ruraux. L'appareil d'Etat a été confisqué par une minorité pendant des décennies. Du coup, toutes les actions publiques, y compris celles des organismes de vulgarisation agricole ou de gestion de l'irrigation, sont frappées d'un soupçon d'illégitimité. La FAO et des ONG prennent alors un rôle décisif dans l'orientation des évolutions de ces systèmes : réorganisation de la riziculture, interventions sur les semences ou ré-introduction du porc (à la suite de l'éradication totale des porcs créoles).

² Le système rural est un espace relativement homogène (sans toujours être uniforme) que définissent l'identité du milieu, d'un paysage, les groupes sociaux qui l'occupent, les structures qui l'organisent, les pouvoirs et les rapports de force qui s'y exercent, les facteurs d'évolution qui gouvernent sa dynamique.

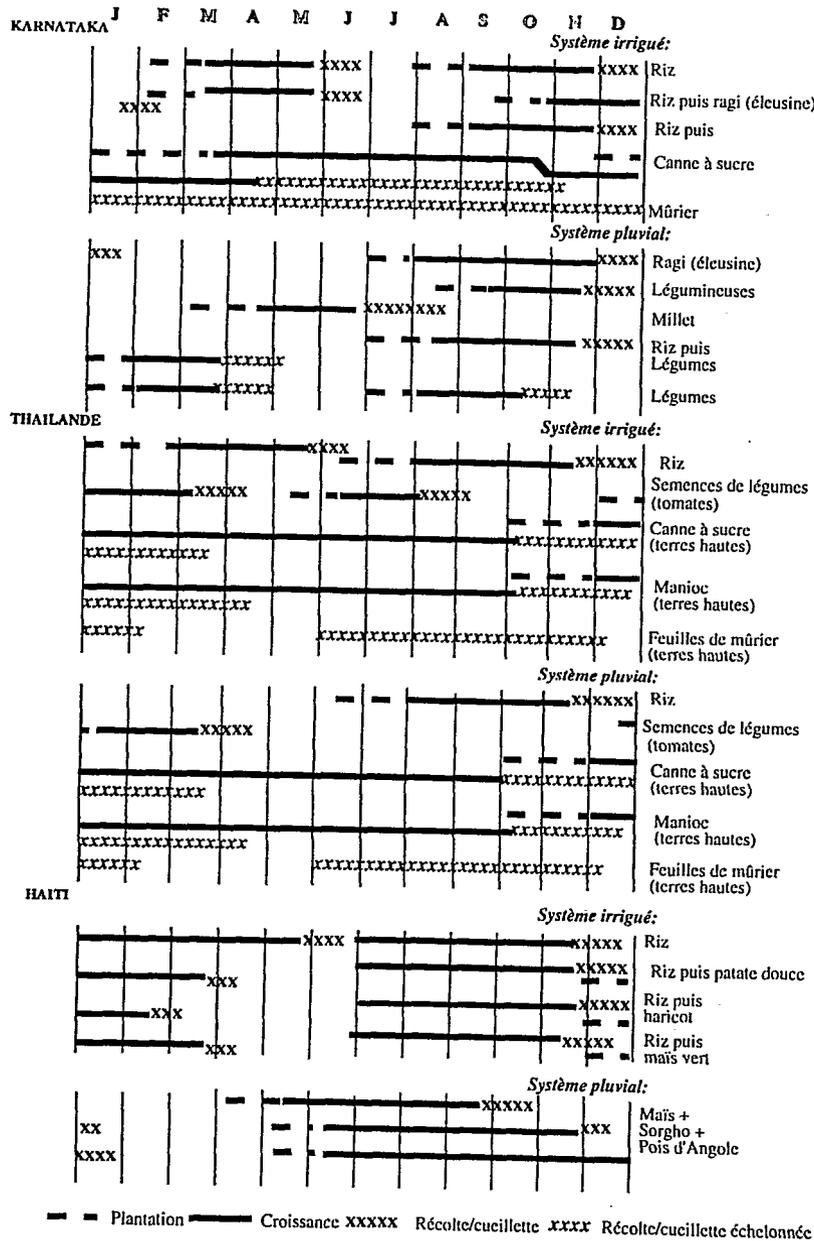


Figure 1
Calendriers agricoles

En Inde, les deux systèmes ruraux sont situés dans la région de Mandya (plateau semi-aride du Deccan) : dans l'irrigué, on pratique la canne à sucre et le riz depuis plusieurs dizaines d'années mais l'éleusine ou *ragi* (base traditionnelle de l'alimentation) reste bien présente (figure 1). L'élevage du ver à soie apporte des revenus complémentaires à ceux qui disposent de suffisamment de main-d'œuvre familiale pour récolter les feuilles de mûrier et entretenir les vers. Dans le pluvial, c'est largement l'éleusine qui domine, avec un relais de *horsegram* (*dolichos biflorus*) ou de sorgho. Les légumes et quelques parcelles de riz se développent de plus en plus par arrosage d'appoint : des puits tubés et des pompes sont installés avec des apports en crédits publics et privés.

Les orientations politiques prises au niveau de l'état du Karnataka marquent véritablement la spécificité de ces systèmes par rapport aux quatre autres. Réforme agraire (plafond de propriété instauré), grande irrigation font partie des domaines privilégiés de l'action publique. Mais il y a plus : les programmes anti-pauvreté faisant partie du vaste dispositif de la « justice redistributive » utilisent les structures de la décentralisation politique et administrative (le *Panchayat Raj*) pour atteindre les plus pauvres. Nombre de problèmes sont attaqués de front : soutien alimentaire (*Public Distribution System*), sous-emploi, équipements et biens de production non agricoles, sécheresse et érosion, etc.

Les deux systèmes ruraux choisis dans le Nord-Est de la Thaïlande sont situés dans la province de Khon Kaen. A dominante rizicole, la région a longtemps été considérée comme « à la traîne ». Elle a été de la part du gouvernement central l'objet de beaucoup de sollicitude, notamment avec le programme *Issarn Kiao* (Nord-Est vert) motivé par des raisons de géopolitique interne et externe. Le système à dominante irriguée est caractérisé par une double culture du riz, celle de saison des pluies consacrée au *riz gluant*, mangé habituellement par les nordestins, et celle de saison sèche à base de variétés à haut rendement et pour laquelle, en vue de la commercialisation, on consent généralement à plus d'investissements en intrants (figure 1). La canne à sucre et les légumes, cultivés pour l'obtention de semences, ajoutent à la diversification encouragée par les services de l'Etat et par les firmes agro-industrielles. Complétant cet éventail de possibilités, on trouve sur les terres hautes, comme d'ailleurs en système pluvial, du manioc, de la canne à sucre et du mûrier.

Les programmes et les interventions publiques viennent, dans les deux systèmes, renforcer les initiatives privées : le projet de développement de l'élevage laitier (à base de vaches importées d'Australie) en irrigué, le crédit de la Bank of Agriculture and Agricultural Cooperative ou la Rice Storage House (renouvellement et amélioration des semences) en pluvial,

concernent les agriculteurs qui se portent volontaires pour entrer dans des trajectoires de modernisation.

II. – LES RISQUES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE ÉVALUATION À PLUSIEURS NIVEAUX ET LES STRATÉGIES DES RURAUX

A l'échelle du groupe domestique, deux voies principales, combinaisons de chemins divers, s'offrent aux acteurs cherchant à garantir leur sécurité alimentaire : disposer de produits à consommer ou/et trouver des revenus pour acheter des biens alimentaires sur le marché (figure 2). Ces deux voies présentent des risques auxquels les groupes parent en utilisant, suivant leurs capacités, différentes stratégies ou combinaisons de stratégies. De plus, les risques varient au cours du temps. La survenance des risques peut être :

– périodique, comme les fluctuations saisonnières dans des systèmes ruraux encore largement façonnés par les activités agricoles. Leur périodicité peut permettre une anticipation par des mesures protectrices (stocks alimentaires, diversification des revenus...) bien que toutes les familles ne puissent pas développer des systèmes efficaces;

– aléatoire, telles les calamités d'ordre naturel. Face à cet événement en général imprévisible, les systèmes de prévoyance peuvent particulièrement s'avérer soit inexistant, soit d'une portée limitée;

– imprévisible dans le temps – bien que prévisible dans l'absolu car inhérent aux relations des systèmes ruraux avec l'extérieur –, les risques tenant aux incertitudes et aux fluctuations des marchés (des produits, du travail).

Les enquêtes de terrain ont mis en évidence des mécanismes temporels plus complexes que ceux déduits de la seule détermination de la «soudure agricole». Autant en Haïti, que dans le Karnataka ou dans le Nord-Est de la Thaïlande, les ruraux ne forment pas un groupe homogène vis-à-vis des risques d'insécurité alimentaire. En outre, ceux-ci présentent différentes facettes rendant plus difficile qu'il n'y paraît l'étude des périodes où ils atteignent leur paroxysme. L'analyse se fera ici à partir des différentes catégories de risques.

2.1. Risques liés aux capacités de disposer ou non directement de produits

Ici entrent en jeu les capacités de production des biens alimentaires, celles de jouir directement et à plus ou moins long terme de ces produits (capacité non seulement technique mais aussi socio-économique de

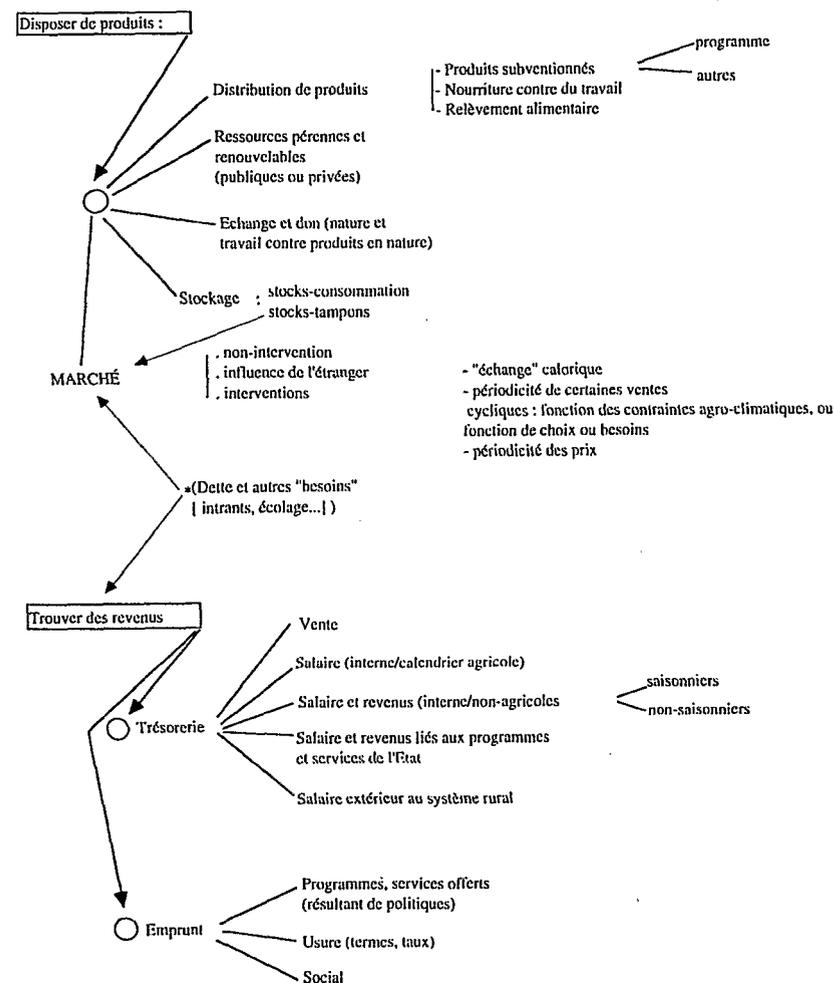


Figure 2
Les différentes voies de la sécurité alimentaire au niveau des groupes domestiques

stockage), ou de dons en nature ou d'échanges, ou encore du fait de profiter de ressources naturelles privées ou publiques. En Haïti, c'est le degré de sécurité par rapport à la tenure qui va être discriminant. Cependant, même quand le niveau de production est suffisant, l'endettement et la faible capitalisation des exploitations font que la vente sur pied ou juste après la récolte peut supprimer toute chance d'être autosuffisant. En Inde, en système pluvial comme en irrigué, la base traditionnelle de l'alimentation est constituée par du *ragi*, mais on note que les greniers

sont plus importants en nombre et en volume en pluvial qu'en irrigué, et que dans ce dernier un plus fort pourcentage de ruraux mangent du riz. Les semaines qui précèdent la récolte du *ragi* en pluvial (et en irrigué) et celle du riz principal en irrigué correspondent à une période de stocks affaiblis ou même nuls pour une partie des producteurs. En irrigué, du fait de la plus grande monétarisation de l'économie, les ruraux semblent se confier plus aux mécanismes du marché. Sont aussi obligés de recourir à ces moyens ceux qui ne disposent d'aucune terre. En Thaïlande, et pour les deux systèmes, ceux qui le peuvent s'assurent une réserve de riz suffisante pour attendre la prochaine récolte à raison de 50 tangs³ en moyenne, par personne et pour une année.

2.2. Risques liés aux capacités de trouver ou non des revenus

La voie qui consiste à acheter ses biens alimentaires est, elle aussi, pleine d'incertitudes et de dangers, à commencer par la difficulté à trouver des opportunités d'emplois ou d'activités, à l'intérieur des limites du système rural, ou à l'extérieur, parfois bien loin. La catégorisation des pratiques des groupes domestiques montre dans les trois pays étudiés une plus ou moins grande flexibilité de celles-ci : parer au risque d'insécurité alimentaire peut signifier la production directe pour le père, pendant que les fils s'embauchent comme journaliers.

Partout, il arrive fréquemment que la même personne assume les deux rôles. En Haïti, la proximité spatiale du pluvial et de l'irrigué fait que la complémentarité des saisons où il y a appel de travail permet aux habitants des zones sèches de vendre quotidiennement leur force de travail dans la zone irriguée au moment où ils sont «inoccupés» dans «leurs» parcelles. Les liens d'entraide des familles élargies et des groupes solidaires (*parrainage*) jouent un rôle essentiel dans la circulation des hommes : il n'est pas rare de voir des jeunes gens répondre à des opportunités d'emploi à 60 km, voire plus (jusqu'à 150 km) de chez eux pendant une à plusieurs semaines. L'immobilisation de la vanne automatique du barrage répartiteur de Canneau en pleine zone rizicole – une année culturelle perdue en 1972 – n'a laissé que peu de traces dans les mémoires des producteurs concernés; par contre les ouvriers agricoles venant des *mornes* se souviennent encore de la pénurie d'offre de travail et donc de leurs difficultés à trouver des revenus pour se nourrir cette année-là.

Dans le nord-est de la Thaïlande, la migration est une activité traditionnelle : réponse au risque périodique de pénurie alimentaire, elle

³ 1 tang (mesure volumétrique des grains) = 9 kg de riz.

s'intègre bien aux appels de main-d'œuvre venant d'abord des industries et du développement urbain de Bangkok, mais aussi du centre pour la campagne sucrière, avec un assez bon respect du rythme propre au calendrier de la riziculture nordestine (pics de travail en juin-juillet et en novembre-décembre). Les risques périodiques se situent avant ces saisons où il est en général fait appel à de la main-d'œuvre autre que familiale : en système pluvial, une longue morte période s'étend de la mi-juillet à la mi-novembre, alors qu'en irrigué les jours à haut risque vont durer moins longtemps autour d'avril et d'octobre. Totalement désaisonnalisée, la migration internationale vers les pays du Golfe va durer pour certains plusieurs années : l'équipement des maisons, l'acquisition de nouveaux savoir-faire (pour certains artisans comme les charpentiers), parfois les ré-investissements dans l'agriculture en sont les conséquences positives directes. De même en Haïti, mais avec des transferts de capitaux de moins grande ampleur et avec d'autres destinations (USA, Canada, Guyanes), les migrations, même si elles sont risquées (illégalité, décapitalisation de la famille élargie et endettement pour financer le départ), peuvent avoir de l'importance dans la survie de certains groupes domestiques (envoi d'argent à des moments-seuils pour faire face à un imprévu).

En Inde, que ce soit dans le pluvial ou l'irrigué, les opportunités pour trouver un emploi sont marquées par le rythme des saisons et celui des travaux des champs. Pour celui qui veut s'employer comme *coolie*, l'irrigué offre plus de possibilités que le pluvial. Mais deux spécificités sont à souligner : d'abord la spécialisation de certains artisanats (castes particulières), typique de la société indienne rurale, qui ouvre droit à une rétribution non monétarisée; ensuite, en irrigué, la transformation sur place de la canne à sucre par des moulins artisanaux qui font appel à de la main-d'œuvre non spécialisée de mai à décembre.

2.3. Risques liés à la présence-absence de «filets de protection»

Si la survie dans les systèmes ruraux relève pour certains de la combinaison périlleuse de stratégies complémentaires, la dégradation de leur situation est quelquefois atténuée par l'existence de «filets de protection», au rang desquels on note : vente de produits alimentaires à prix subventionnés (PDS, cf. *supra*), chantier de grands travaux à forte incorporation de main-d'œuvre (salaire ou travail contre nourriture (*food for work*)), etc. Le crédit rural, les programmes anti-pauvreté ou la politique des prix font aussi partie de ces dispositifs. L'analyse au cas par cas montre la grande inégalité de «protection» entre tous les ruraux. En Inde et en Thaïlande, les bénéficiaires sont en proportion plus nombreux

qu'en Haïti, où les critères de leur sélection font encore trop intervenir des relations de clientélisme.

2.4. Risques liés aux autres objectifs, obligations et charges sociales

La sécurité alimentaire n'est pas l'unique objectif des ruraux enquêtés : les obligations culturelles et sociales – l'idée que la personne se fait de sa digne place dans la société – sont parfois en conflit de priorités avec la nécessité de s'assurer contre les risques d'insécurité alimentaire. Ainsi voit-on des fermiers haïtiens, sur des exploitations déjà exiguës, vendre une parcelle de terre pour financer l'enterrement d'un parent et tous les frais des fêtes qui l'accompagnent. Il en est de même en Inde, où la dot d'une fille peut déséquilibrer durablement la trésorerie d'une famille. Les dons de riz faits au Temple dans les villages nordestins sont autant de charges pour les uns qu'ils sont une garantie pour les autres : la fonction sociale (redistribution des surplus de nourriture, scolarisation des enfants) de la communauté des moines bouddhistes est un élément d'équilibre et de cohésion des systèmes analysés.

III. – LA PÉRIODE DE VULNÉRABILITÉ ALIMENTAIRE

La période de vulnérabilité alimentaire est la période de l'année au cours de laquelle se produit dans le même laps de temps une conjonction de risques (figure 3) : baisse de l'offre de travail agricole, pression de la demande sur les emplois non agricoles, faible disponibilité des ressources alimentaires naturelles, prix élevé des céréales, bas niveau, voire épuisement des stocks. Les facteurs à prendre en compte pour définir la période de vulnérabilité sont plus complexes et divers que ceux utilisés pour déterminer la traditionnelle «soudure». Les représentations graphiques qui ont été faites de la vulnérabilité couvrent des périodes minima communes à tous ceux dont l'insécurité structurelle, de par l'importance et la combinaison des facteurs précédents, présente la probabilité de les conduire à la vulnérabilité périodique. Celle-ci est à distinguer des époques plus aléatoires où, en raison le plus souvent de l'effondrement de la production agricole, l'insécurité alimentaire s'étend dans les systèmes ruraux à des familles qui ne sont généralement pas menacées par la vulnérabilité périodique, répétitive et prévisible. L'une et l'autre peuvent évidemment se combiner, accentuant la dureté de la vulnérabilité périodique et affaiblissant considérablement les capacités de réponse de ceux qui, déjà en temps normal, ne peuvent déployer de stratégies défensives suffisamment efficaces.

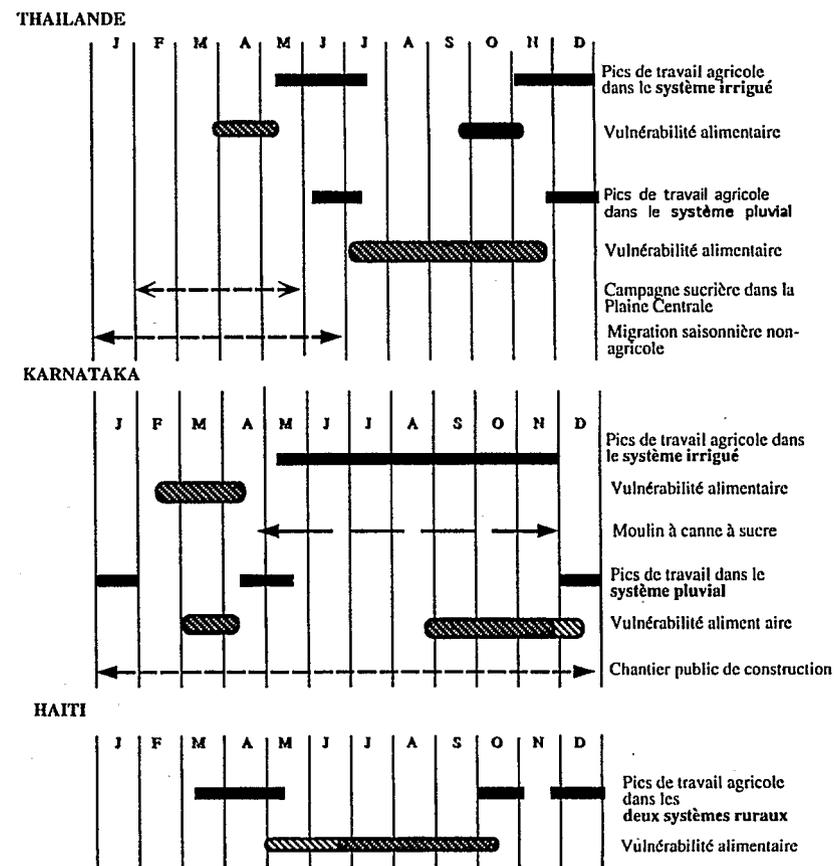


Figure 3
Pics de travail agricole et vulnérabilité alimentaire

Les facteurs de risques déjà énoncés peuvent être aggravés par d'autres événements, tel l'écologie en Haïti qui oblige beaucoup de ruraux à s'endetter ou à déstocker leurs céréales. Dans tous les systèmes, c'est la période des «bonnes affaires» pour les usagers villageois : prêts en numéraires ou en produits à des taux courants de 10 %, 15 %, 20 % par mois, voire plus comme dans le cas haïtien. Les «filets de protection» de la société villageoise ont tendance, à cette période, à se desserrer : voisins et parents peuvent eux aussi se retrouver dans la même situation ou du moins renforcer leurs stratégies pour éviter d'avoir à l'affronter. La solidarité sociale d'une façon générale s'exprime moins car la majorité se trouve aussi démunie ou «sous pression». Restent les relations de clientélisme très prégnantes en Haïti. L'effet d'amortissement villageois des fluctuations de prix des céréales de base, par exemple, qui joue

en temps «normal» un rôle non négligeable pour certaines familles défavorisées, diminue fortement face à l'ampleur des demandes et à une certaine limitation des possibilités de prêts pour qui n'est pas prêteur professionnel. Acheter, au sein de son «réseau», du riz ou de l'éleusine dans le système rural indien irrigué, du riz dans les deux systèmes thaïlandais, à un prix dont les variations saisonnières sont inférieures à celles qu'enregistrent les mêmes produits à la boutique villageoise ou au bourg voisin, n'est plus guère possible à cette période. Dans le système rural indien pluvial, la rareté et la valeur attachées à l'éleusine excluent de toute façon en tout temps de telles pratiques.

Les filets de protection que peuvent représenter les programmes et les interventions publiques sont fortement inégaux entre les systèmes. Certains d'entre eux sont mal armés pour affronter l'instabilité dans le temps des ruraux – le PDS indien par exemple, dont les rations n'augmentent pas lors de la période de vulnérabilité –, d'autres sont irréguliers : les programmes d'emplois en morte saison agricole «tournent» entre plusieurs villages indiens et thaïlandais et ils ne peuvent satisfaire les besoins de tous. Parallèlement, certains systèmes reçoivent un appui plus adapté en cas de crise grave mais aléatoire : le *Scarcity Relief Program* intervient dans les systèmes indiens à dominante pluviale en cas de sécheresse reconnue par l'administration. Car l'appui des autorités publiques est subordonné à la lecture qu'elles font des difficultés structurelles et conjoncturelles des habitants des systèmes ruraux. Par exemple, il est significatif de constater que le programme nutritionnel ICDS (*Integrated Child Development Service*) ne fonctionne pas dans le système irrigué indien.

La période de vulnérabilité est donc par définition au croisement de risques qui s'accumulent de façon différente selon les capacités de réponse des groupes domestiques. Capacités à les prévenir par des stratégies d'anticipation et également capacités à disposer et à utiliser les «filets publics et sociaux de protection», comme capacités à déployer d'autres stratégies au moment où se concrétise la vulnérabilité alimentaire. Le recours aux emprunts, à forts taux d'intérêt et moyennant des mises en gage de certains moyens de reproduction, se multiplie dans tous les systèmes; l'engagement à travailler pour d'autres contre quelques *seers* de céréales ou contre quelques *roupies* lie ceux qui sont vulnérables dans le système irrigué indien; l'appel à un transfert d'argent est lancé aux émigrés éventuels des familles nordestines en Thaïlande... D'autres stratégies se renforcent ou se créent, pour en particulier limiter le recours à l'endettement auprès des usuriers. «L'échange calorique», qui consiste à échanger ou à vendre des produits plus onéreux contre des produits meilleur marché mais plus volumineux et pondéreux au niveau alimentaire, se renforce : riz contre *ragi* dans les systèmes indiens, «riz

blanc» contre «riz gluant» dans les systèmes thaïlandais, haricot contre maïs dans les systèmes haïtiens, pour ceux qui disposent encore de quelque chose. La consommation de produits alimentaires autres que les céréales, dont l'apport nutritionnel est capital pour les enfants et important pour nombre d'adultes, est volontairement diminuée : ainsi, dans les systèmes indiens, l'achat d'huile et de légumes, mais aussi d'épices, de thé, de café..., est réduit pour beaucoup d'ouvriers agricoles sans terre de février à avril au moins. Là, comme dans tous les autres systèmes, ces produits et les céréales ne seront plus achetés au bourg ou dans les villes régionales, mais en quantités fractionnées selon les besoins quotidiens et les rentrées d'argent, dans les boutiques villageoises, avec parfois possibilité de quelque crédit : l'économie faite sur les frais de transport sera en général perdue de par les prix supérieurs qui sont pratiqués. Si toutes ces stratégies se révèlent insuffisantes, ce sont les niveaux de consommation des produits de base, céréales ou racines, qui seront touchés. Déguisée dans un premier stade par la diminution du nombre de repas quotidiens – on passe de trois à deux repas avec les mêmes quantités par repas que d'ordinaire –, la diminution de la consommation touche ensuite les quantités réservées aux adultes puis aux enfants.

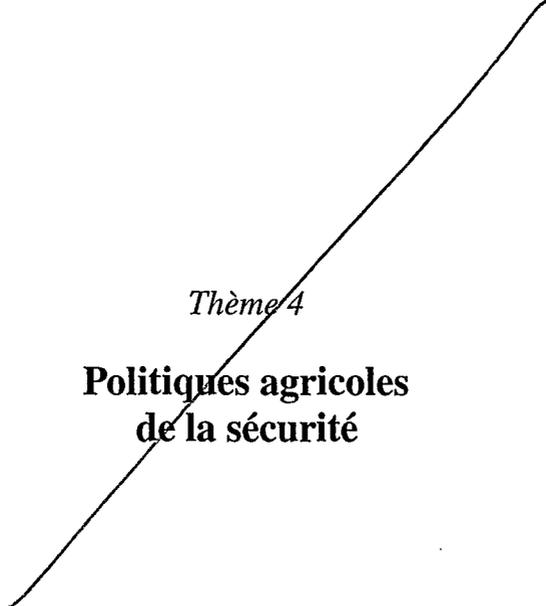
À l'issue de cette recherche, nous estimons que la proportion de ruraux en situation potentielle de vulnérabilité est de l'ordre de :

- 70 à 80 % dans le système rural pluvial haïtien,
- 20 à 35 % dans le système rural à dominante irriguée haïtien,
- 35 à 40 % dans le système rural à dominante pluviale indien,
- 25 à 30 % dans le système rural à dominante irriguée indien,
- 10 à 15 % dans le système rural pluvial thaïlandais,
- 5 à 10 % dans le système rural à dominante irriguée thaïlandais.

Le renforcement de la sécurité alimentaire au niveau des groupes domestiques passe donc par une amélioration des capacités de ceux-ci à s'adapter à un environnement aléatoire : jouer de plusieurs stratégies à la fois semble tout à fait primordial; encore faut-il que les politiques alimentaires nationales et leurs «outils» ayant des conséquences directes sur la vie des ruraux ne diminuent pas la flexibilité des comportements et la diversification des solutions utilisées pour parer au risque alimentaire. La mise en place de nouveaux «outils», tels que les programmes d'activités économiques ou de production de cultures nouvelles, devrait obligatoirement passer par un stade d'analyse approfondie des stratégies des différentes catégories de ruraux concernés, non seulement dans les limites géographiques des systèmes, mais encore dans le champ global de leurs relations avec l'extérieur.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHAMBERS R., LONGHURST R., PACEY A., *Seasonal dimension to rural poverty*, Frances Pinter (publishers) Ltd., London, 1981.
- ELDIN M., MILLEVILLE P., *Le risque en agriculture*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1989.
- GEOJOURNAL, *Vulnerability, Hunger and Famine*, vol. 30, n° 2, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht /Boston /London, 1993.
- KERMEL-TORRÈS D., ROCA P.-J., *Sécurité alimentaire : les politiques alimentaires nationales et leur influence sur l'évolution des systèmes ruraux (Comparaison menée en Haïti, Inde et Thaïlande)*, Rapport au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, 3 vol., Paris, 1994.



Thème 4

**Politiques agricoles
de la sécurité**

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
A COURT ET A LONG TERME

Editeurs :

Martine Padilla, Hélène Doco-Lesur

Cahiers de l'ISMÉA
Série Développement agro-alimentaire
A.G. n°22
Mars-Avril 1995